

TRAVAIL

Héros du travail



Au Luxembourg, les salariés travaillent et ne se plaignent pas. Plus qu'un treizième mois, ils méritent un monument à leur honneur ...

(photo: Damien Debin)

Flexibilité accrue au travail, démantèlement des acquis sociaux, dumping salarial: les salarié-e-s n'ont pas la vie facile. Pourtant, des études récentes affirment que ces derniers ne s'en plaignent pas plus que cela.

"Dans son travail, l'ouvrier ne s'affirme pas, mais se nie: il ne s'y sent pas satisfait, mais malheureux: il n'y déploie pas une libre énergie physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et mine son esprit. C'est pourquoi l'ouvrier n'a le sentiment d'être à soi qu'en dehors du travail: dans le travail, il se sent extérieur à soi-même." Le capitalisme aliène le prolétaire, qui vend sa force de travail. Depuis que Karl Marx a posé ces lignes dans ses Manuscrits de 1844, tout le monde le sait. Et ce n'est pas l'air du temps qui nous fera changer d'avis. Vraiment?

Ces derniers temps, trois études distinctes se sont penchées, à leur manière, sur la satisfaction, voire le stress, des salarié-e-s sur leur lieu de travail. L'OGBL avait ouvert le bal en publiant ce mois-ci une étude approfondie sur le stress, révélant ainsi son importance dans le monde du travail. Bien qu'intéressante, l'étude n'étonna guère. L'on savait que le travail était un important générateur de stress, maintenant c'est confirmé noir sur blanc. Plus étonnant toutefois sont les deux sondages suivants. Dans son édition du 19 janvier, l'hebdomadaire "Le Jeudi" publia un sondage de l'institut TNS-Ilres portant sur la satisfaction des salarié-e-s quant à leurs rémunérations. Résultat: on y apprend que 63 % des salarié-e-s s'estiment bien payé-e-s. Autre sondage assez surprenant: celui mené par le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS/Instead). Dans le document intitulé "Satisfaits, stressés au travail? Etat des lieux du bien-être des salariés", on y apprend que 93 % des salarié-e-s, résidents et frontaliers confondus, se satisfont globalement de leurs

conditions de travail. Celles-ci ont été subdivisées en diverses catégories, allant de la durée de travail, en passant par les relations avec les collègues ou la hiérarchie, jusqu'aux perspectives de carrière et la rémunération. Le Luxembourg serait-il devenu un paradis des travailleurs, stressés certes, mais contents quand même?

Frédéric Berger, économiste au CEPS/Instead, et auteur de l'étude en question reste prudent: "Avant de pouvoir établir de telles affirmations, il faudrait d'une part confronter ces résultats avec d'autres pays et de l'autre avoir un certain recul dans le temps, pour pouvoir analyser une certaine évolution". De toute évidence, il s'agit de lire les résultats du sondage avec distance. Berger souligne lui-même que les sondeurs ont eu recours à la méthode de l'entretien face-à-face: "Dans un tel contexte, l'interviewé a peut-être plus de difficultés à avouer que son travail ne lui plaît pas".

Conscience biaisée?

Côté syndical, l'étude intéresse et étonne à la fois. Joe Spier, porte-parole du LCGB et président de "Mobbing a.s.b.l.", est mitigé: "Nous sommes convaincus que le CEPS a fait un travail sérieux et c'est justement pourquoi nous sommes étonnés." Les statisticiens et sociologues ne sont en effet pas les seuls à passer le monde salarial sous microscope. L'a.s.b.l. "Mobbing" prépare pour sa part une étude similaire qui s'annonce bien moins optimiste que celle réalisée par le CEPS.

Les organisations salariales ont de quoi s'étonner. Depuis une bonne dizaine d'années, celles-ci constatent que les rythmes de travail ont profondément chan-

gés. Le salarié est en règle générale beaucoup plus sollicité et soumis à des pressions croissantes en intensité. Même la très sage Confédération européenne des syndicats (CES) vient de communiquer ce jeudi que l'"on constate une tendance à mettre l'accent sur une plus grande flexibilité du marché de l'emploi, sans prêter attention à la sécurité de la main-d'œuvre. Les politiques visant à faire face aux situations de flexibilité excessive et d'insécurité des travailleurs font le plus souvent défaut."

Que se passe-t-il donc? Le salariat aurait-il perdu la boussole? Se serait-il finalement adapté aux exigences d'une économie de plus en plus débridée et des conditions de travail plus pénibles qui en résultent? Sa conscience de classe serait-elle désormais "aliénée" à tel point qu'il ne se rend même plus compte de son propre mal-être? Frédéric Berger souligne le relativisme du sentiment de satisfaction. Chacun y donne son sens qui est déterminé en fonction de son environnement, que ce soit au niveau de la famille, de l'entreprise ou du contexte national. Ainsi, les frontaliers qui ont été sondés se montrent en général encore plus satisfaits que leurs collègues résidents, alors qu'ils restent souvent cantonnés à des emplois subalternes. Logique: dans un contexte d'insécurité de l'emploi grandissant, le fait d'avoir un emploi, même mal payé mais toutefois supérieur à un salaire français, belge ou allemand, est un facteur de satisfaction.

Cela va-t-il durer? Philippe Manenti, président du secteur des frontaliers français de l'OGBL ne détecte pour sa part aucun motif de satisfaction du côté de celles et ceux qu'il représente: "Depuis une année et demie, la situation se dégrade nettement". Pire, les frontaliers français se sentiraient de plus en plus rejetés par leurs collègues indigènes: "Nous ressentons très bien que nous ne sommes pas luxembourgeois." Si les salaires luxembourgeois restent malgré tout plus alléchants qu'au-delà de nos frontières, le patronat est conscient de la manne que constitue pour lui cette réserve de chômeurs que contient la Grande région. Car le marché de l'emploi luxembourgeois dépasse évidemment les limites exigües du petit pays. A la concurrence entre résidents et frontaliers s'est ajouté celle entre les frontaliers eux-mêmes, ouvrant ainsi la porte au dumping salarial - phénomène de plus en plus constaté par les syndicats.

En tout état de cause, l'étude du CEPS devrait également donner à réfléchir au gouvernement et à son ministre de l'emploi en particulier. Car, que nous dit-elle? Qu'en fin de compte, la population semble s'être adaptée, résignée ou non, à un marché du travail de moins en moins confortable. Et qu'elle est capable de s'en "satisfaire". Même chose pour le sondage TNS-Ilres sur les salaires: plus de 40 % des plus bas salaires interrogés (moins de 20.000 euros par an), considèrent être bien payés. Par conséquent, les discussions autour d'un resserrement des critères d'exigences envers les demandeurs d'emploi paraissent obsolètes.

David Wagner

Die Lobbies und der Welthandel

Wenn Regierungen verhandeln, erwartet man, dass sie für das Allgemeinwohl eintreten. Bei den Verhandlungen im Rahmen der Welthandelsorganisation (WTO) sollte auch das Los der Menschen in den Entwicklungsländern eine Rolle spielen. Doch die WTO-Politik der EU und der USA dient in der Regel den Interessen der großen Konzerne. Dabei spielt der Einfluss der Wirtschaftslobbies eine wichtige Rolle. Der Bericht "Under the influence" der NGO Actionaid informiert über die Arbeit dieser Lobbies in Brüssel und Washington. Die Zahlen für die EU zeigen, wie viel Aufwand die Konzerne betreiben. 15.000 Lobbyisten, eine Milliarde Euro an jährlichen Ausgaben - das ist fast so viel wie für diese Leistungen in den USA ausgegeben wird. Actionaid kritisiert die Leichtigkeit, mit der die Wirtschaftsvertreter Zugang zu hohen EU-Beamten und wichtigen Informationen bekommen. Bezeichnend sind die von der NGO angeführten Kontakte der Dienstleistungslobby ESF mit den Beamten des "Komitee 133". Die Arbeiten dieses Komitees werden vor der Öffentlichkeit und sogar vor dem Europaparlament geheim gehalten. Actionaid fordert die Regierungen auf, den Einfluss der Wirtschaftslobbies auf die WTO-Verhandlungen zu beschränken.

www.actionaid.org.uk

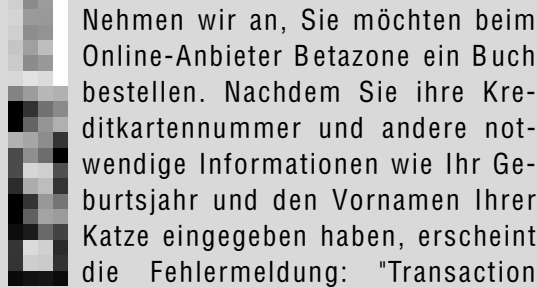
Facelifting bei Planning familial

"La sexualité, c'est la vie, c'est un partage de sentiments, de plaisirs et de responsabilité", so das Motto, das auf der ersten Internetseite des Planning familial erscheint. Überhaupt hat der Planning im Rahmen seines vierzigjährigen Jubiläums an seinem äußeren Erscheinungsbild gearbeitet. Neben einem neuen Logo, das in bunten Farben die angestrebte Interaktion und Hilfestellung symbolisieren soll, steht nun den UserInnen endlich auch eine

virtuelle Plattform zur Verfügung. Visuell wirkt das neue Internetportal durch ein klares Layout, eine gut strukturierte und breite Informationspalette und assoziatives Bildmaterial. Inhaltlich wird Wissenswertes zur Institution des Planning Familial und seinen Zielen, zu Aktivitäten im medizinischen, psychologischen und sexual-pädagogischen Bereich geboten. Die Focus Box gibt Auskunft zu Fragenstellungen im Bereich der Sexualität, der Verhütungsmethoden, der sexuellen Krankheitsbilder oder zu altersspezifischen Problemfeldern. Neben weiteren Links liefert die Panic Box schnelle Antworten auf Notfallsituationen.

www.planningfamilial.lu

Viren warten nicht



Nehmen wir an, Sie möchten beim Online-Anbieter Betazone ein Buch bestellen. Nachdem Sie ihre Kreditkartennummer und andere notwendige Informationen wie Ihr Geburtsjahr und den Vornamen Ihrer Katze eingegeben haben, erscheint die Fehlermeldung: "Transaction interrupted." Zum Glück bietet Betazone auch einen telefonischen Bestelldienst. Nach einer Viertelstunde in der Warteschleife haben Sie einen hilfsbereiten Mitarbeiter an der Strippe. Cookies erlaubt? Ja. Vertippt? Nein. Tja ... Könnte ich das Buch telefonisch bestellen? Das würde seeehr lange dauern, so der freundliche Herr. Kaufen Sie's doch einfach im Laden nebenan. So etwas passiert bei Betazone-Bestellungen nicht. Dafür aber beim Versuch, ein marktführendes Antiviren-Programm für ein Jahr zu verlängern. Wieso es eine Hitech-Firma nicht schafft, ein funktionierendes Bestellsystem auf die Beine zu stellen, bleibt unverständlich. Unter Virenschutz stellt mensch sich etwas anderes vor. Unter New Economy auch. Und jetzt schnell in den Laden ...